

Toby Morantz, *The White Man's Gonna Getcha. The Colonial Challenge to the Crees in Quebec*, McGill-Queen's University Press, Montréal et Kingston, 2002. 370 pages

Jacques Frenette

Volume 33, numéro 1, 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1082811ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1082811ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

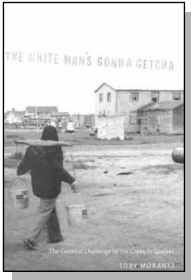
0318-4137 (imprimé)

1923-5151 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Frenette, J. (2003). Compte rendu de [Toby Morantz, *The White Man's Gonna Getcha. The Colonial Challenge to the Crees in Quebec*, McGill-Queen's University Press, Montréal et Kingston, 2002. 370 pages]. *Recherches amérindiennes au Québec*, 33(1), 124–125. <https://doi.org/10.7202/1082811ar>



The White Man's Gonna Getcha. The Colonial Challenge to the Crees in Quebec

Toby Morantz. McGill-Queen's University Press, Montréal et Kingston, 2002. 370 pages.

LE TITRE DU NOUVEL OUVRAGE de Toby Morantz, *The White Man's Gonna Getcha* ('L'Homme blanc va t'attraper'), est inspiré d'un avertissement souvent lancé par les parents cris aux jeunes enfants turbulents. Il rend bien cette image du danger associé à la progression du colonialisme chez les Cris de l'est de la Baie James au xx^e siècle, à compter du moment où le gouvernement fédéral s'est intéressé à eux, un colonialisme qualifié de bureaucratique par l'auteure.

Bien qu'il se déploie de façon moins violente et que ses résultats soient moins dramatiques, il s'agit quand même de colonialisme, de l'usurpation, par des étrangers, de l'autonomie politique, économique et culturelle des Cris. On a aussi affaire à une forme particulière de colonialisme d'État que j'appelle bureaucratique pour la simple raison que ce ne sont pas des colons ou des capitalistes qui ont envahi les Cris, mais des organismes gouvernementaux assurant la distribution de services de piètre qualité en éducation, bien-être, santé et administration publique. (p. 242 – ma trad.)

Selon Morantz, les Cris continuèrent à participer au commerce des fourrures jusqu'au début du xx^e siècle. L'abondance du caribou permettait à ceux de l'intérieur (les « Inlanders ») de conserver intact leur mode de vie, tandis que ceux de la côte (les « Coasters ») travaillaient au transport des marchandises, à la coupe du foin ou à l'approvisionnement en gibier des postes. Au contraire des thèses matérialistes des Leacock (1954), Hickerson (1973) et Tough (1996), Morantz privilégie la continuité dans la société crie plutôt que le changement. Elle en veut pour preuve, entre autres, le maintien d'un mode d'occupation des terres fondé depuis toujours sur l'existence de territoires de chasse familiaux,

réhabilitant ainsi les thèses de Speck (1915). Au pire, les Cris accusèrent une dépendance technologique, mais ne furent jamais l'objet d'une exploitation économique. La Hudson's Bay Company revendait certes leurs fourrures avec bénéfice, mais sa marge de profit demeurerait mince, d'autant plus mince qu'elle assumait les coûts sociaux de la traite en faisant, par exemple, don de nourriture en période de disette ou en soutenant des dépendants tels les infirmes et les personnes âgées.

Un premier signe de changement a été la pénétration du christianisme, qui commença avec la visite, à Rupert House en 1840, du pasteur méthodiste George Barnley pour se poursuivre avec les missionnaires anglicans. Du côté des catholiques, les pères oblats se présentèrent aux postes de l'intérieur, à Migiskan, Waswanipi et Mistassini, dès les années 1850. La chronique des événements se poursuit ainsi jusque dans les années 1920, mais les causes de l'adoption du christianisme retiennent également l'attention. Il en allait d'abord de la capacité de chacun des missionnaires à soulager les âmes, à guérir les corps en s'improvisant médecin et à défendre les droits de ses néophytes devant les autorités. Il en allait aussi de certaines initiatives comme celle de l'Église anglicane en vue de recruter des missionnaires parmi les Métis qui, grâce à leur connaissance de la langue et à l'étendue de leurs réseaux de parenté, réussissaient plus facilement à pénétrer la société crie. Le christianisme prit encore le relais d'anciens rites considérés comme moins efficaces pour contrer, au xx^e siècle, l'arrivée de nouvelles maladies et la diminution du caribou. Les religions chrétiennes se pratiquèrent surtout lors des rassemblements estivaux alors que des usages traditionnels se poursuivirent sur les terres de chasse. Dans le syncrétisme religieux des Cris, il n'y eut jamais beaucoup de place pour les notions de péché, du paradis ou de l'enfer, la supposée supériorité de l'homme sur la nature et la hiérarchie ecclésiastique.

D'autres événements qui se produisirent durant la première moitié du xx^e siècle allaient avoir raison de la relation d'interdépendance entre les Cris et la Hudson's Bay Company. L'arrivée de Revillon Frères en 1903 relança la compétition et entraîna l'ouverture de nouveaux comptoirs. Les Cris avaient maintenant accès à un autre marché et pouvaient mieux imposer leurs conditions. Des engagés des postes (les « trippers »)

faisaient même la tournée des camps en traîneaux à chien au mitan de l'hiver pour échanger des fourrures. En 1923, la Revillon Frères céda 51 % de ses parts à sa rivale, ce qui la sauva de la faillite pour un temps, mais elle n'eut d'autres choix, en 1936, que de lui transférer le reste de ses actifs. De petits marchands indépendants, dont certains anciens employés de la Revillon Frères, continuèrent à concurrencer la Hudson's Bay Company à ses postes de traite ou le long du chemin de fer Transcontinental ouvert en 1914. Par ailleurs, la radio, le télégraphe et le téléphone accrurent la vitesse des communications. Les chevaux, les chemins d'hiver à partir de la voie ferrée, les embarcations à moteur et l'avion facilitèrent le transport des marchandises.

Les prix des fourrures s'ajustaient quasi instantanément aux variations des marchés internationaux. Le crédit, comme le soutien des indigents, se firent plus rares. Des emplois saisonniers, sur les brigades de canot par exemple, disparurent. Arpenteurs, prospecteurs, colons et trappeurs eurocanadiens avancèrent toujours plus nombreux sur le territoire. Le caribou et le gibier à fourrure accusèrent des baisses, et le chasseur crie consacrait plus de temps au piégeage pour se donner accès aux biens et à la nourriture qu'ils ne produisaient pas. L'organisation sociale des Cris dut s'adapter. À l'intérieur des terres, les groupes de chasse diminuèrent de taille, passant de cinq ou six familles à une seule, installée le plus souvent en bordure d'un lac, poisson et petit gibier constituant le principal soutien alimentaire. Sur la côte, les Cris, ne pouvant se disperser sur des territoires déjà surpeuplés et surexploités, rejoignirent des familles de l'intérieur ou migrèrent vers les petites villes situées le long du chemin de fer dans l'espoir d'y trouver des emplois salariés.

C'est à cette époque que l'intérêt du gouvernement fédéral se manifesta pour la région. Il y eut l'extension des frontières du Québec en 1898 et 1912, sans grande conséquence sur le quotidien des Cris. Il y eut la mise en place des premiers programmes sociaux qui prenaient la relève du soutien accordé par la Hudson's Bay Company. Il s'agissait de mesures d'urgence qui visaient à soutenir les malades, les femmes seules et les personnes âgées, mais qui n'empêchaient pas une autre partie de la population de mourir de faim. Le gouvernement fédéral avait peu de véritables solutions économiques à proposer aux Cris, sauf peut-être les réserves à castors.

Dans ce qui constitue sans doute le premier effort de synthèse sur le sujet, Morantz nous présente d'abord James Watt, gérant du poste de la Hudson's Bay Company à Rupert House. En 1929, Watt se mit à acheter des couples de castor pour les transplanter dans le bassin de la rivière Pontax, offrant alors aux Cris des compensations en argent pour qu'ils cessent d'y piéger le rongeur. Il réussit, en 1932, à convaincre le Québec de créer un sanctuaire de 7 000 milles carrés, entre les rivières Eastmain et Rupert. L'expérience remporta un tel succès que le piégeage put y être repris, de façon contrôlée, dès 1940.

Watt impliqua enfin le fédéral. S'ensuivit la création des réserves à castors de Nottaway en 1938, Abitibi et Old Factory en 1941, Fort George en 1942 et Mistassini en 1948. Gérées sur le terrain par la Hudson's Bay Company et ses agents, ce qui favorisait d'autant les rentrées en fourrure à ses postes de traite, les réserves à castors furent subdivisées, sur la base des territoires de chasse familiaux, en autant de terrains de piégeage enregistrés (« registered traplines ») placés sous la responsabilité d'un trappeur. Les Cris adhèrent rapidement à ce nouveau système de gestion du gibier à fourrure, même s'ils voyaient leurs terres soumises pour la première fois à un contrôle étranger. Ils durent rationaliser leurs activités en fonction des quotas de prise qui leur étaient alloués. Ils devinrent encore plus sensibles aux aléas des marchés qui, après la Seconde Guerre mondiale, demandaient moins de castor au profit d'autres gibiers à fourrure tels le renard, la martre, le vison, etc. Les Cris devenaient des trappeurs commerciaux dépendants de l'économie mondiale.

Et le gouvernement fédéral continua à se faire de plus en plus présent dans les années 1950 et 1960 chez les Cris. L'élaboration de politiques nationales en matière de santé et d'éducation entraîna l'implantation de nouvelles institutions, qui malheureusement n'étaient qu'un pâle reflet de celles de la majorité. Le gouvernement fédéral ouvrit des dispensaires dans chaque communauté, soutint l'hôpital catholique de Fort George et s'assura l'accès à l'hôpital de Chibougamau. Il finança des écoles primaires. Il rendit accessible l'ensemble de ses paiements de transfert (i.e. assistance sociale, allocation familiale et pension de vieillesse). Cependant, même le montage financier accordé à des petites entreprises locales,

comme la fabrique de canots de Rupert House, ou aux pêcheries commerciales à l'esturgeon, réussissait mal à cacher l'absence, toujours, de véritables politiques de développement économique. Les agences indiennes de l'Abitibi et du lac Saint-Jean assuraient principalement la distribution de services jusqu'à la Baie James. Leurs responsables agissaient parfois en véritables despotes. Imposant l'élection de chefs et de conseillers, conformément à la *Loi sur les Indiens*, ils ébranlèrent le leadership traditionnel. Pour les nouveaux leaders, ce fut le dur apprentissage de la négociation sans fin avec l'appareil gouvernemental. Les réserves indiennes d'Eastmain, Mistassini et Waswanipi étaient créées en 1962.

À la fin des années 1960, la société crie n'avait plus beaucoup à voir avec celle du siècle précédent, même si ces différences étaient plus apparentes dans les communautés que sur le territoire. L'omniprésence du gouvernement canadien et l'arrivée récente de celui du Québec consacraient la pénétration complète du colonialisme bureaucratique chez les Cris. En bout de piste, c'est tout de même un regard optimiste que Morantz porte sur cette société qui aurait repris le contrôle de sa destinée depuis la signature de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* en 1975 en s'affirmant avec force, par exemple, sur les scènes nationale et internationale.

Les recherches de Morantz s'appuient toujours sur la méthode ethnohistorique, une méthode de plus en plus écartelée, à son dire, entre deux disciplines qui ne cessent de s'éloigner l'une de l'autre : l'anthropologie marquée par le post-modernisme et l'histoire logeant toujours à l'enseignement du positivisme.

Je suis ethnohistorienne [...] Par conséquent, j'ai des comptes à rendre à deux disciplines, l'anthropologie et l'histoire. Dans cette étude, j'ai essayé de bien servir ces deux maîtres à une époque où l'anthropologie a embrassé le postmodernisme et ce, dans une mesure beaucoup plus grande que l'histoire. Du côté de l'anthropologie, j'ai remis en question certaines de mes prémisses et j'ai reconnu la subjectivité de mon travail. Du côté de l'histoire, j'ai suivi la tradition occidentale d'établir un récit de façon séquentielle. (p. xiii – ma trad.)

Morantz laisse parler ses sources, les citant à profusion, des sources qui sont multiples : archives commerciales, ecclésiastiques et administratives, rapports

d'explorateurs et de géologues, notes de terrain et transcriptions d'entrevues de nombreux anthropologues venus chez les Cris au cours du xx^e siècle. La trame chronologique de son texte est tissée de façon souple. Les va-et-vient dans le temps, et dans l'espace, sont continuels, ce qui rend parfois difficile de suivre le fil des événements. *The White Man's Gonna Getcha* poursuit la saga des fourrures racontée jusqu'en 1870 dans *Partners in Furs*, mais le nouvel ouvrage de Morantz s'inscrit surtout dans ce chantier en pleine expansion que constitue l'histoire récente des nations autochtones du Québec que nous présentait dernièrement un numéro de *Recherches amérindiennes au Québec* (voir Gélinas 2002).

Jacques Frenette
Jacques Frenette Anthropologue
Consultant inc.

Ouvrages cités

- FRANCIS, Daniel, et Toby MORANTZ, 1983 : *Partners in Furs: A History of the Fur Trade in Eastern James Bay, 1600-1870*. McGill-Queen's University Press, Montréal & Kingston.
- , 1984 : *La Traite des fourrures dans l'est de la Baie James, 1600-1870*. Les Presses de l'Université du Québec, Sillery.
- GÉLINAS, Claude (dir.), 2002 : « Histoire récente des Amérindiens et des Inuits du Québec et du Labrador, 1900-1950. » *Recherches amérindiennes au Québec* 22(2).
- HICKERSON, Harold, 1973 : « Fur Trade Colonialism and the North American Indians ». *Journal of Ethnic Studies* 1(2) : 15-44.
- LEACOCK, Eleanor B., 1954 : *The Montagnais "Hunting Territory" and the Fur Trade*. American Anthropological Association, Memoir 78.
- SPECK, Frank G., 1915 : « The Family Hunting Band as the Basis of Algonkian Social Organization ». *American Anthropologist* 17 : 289-305.
- TOUGH, Frank, 1996 : « As Their Natural Resources Fail ». *Native Peoples and the Economic History of Northern Manitoba, 1870-1950*. University of British Columbia Press, Vancouver.